

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4226 - Mardi 11 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ

Vers la modernisation de l'état civil aux Comores



Du 10 au 12 octobre va débiter la formation des trois équipes de travail pour l'évaluation APAICRVS de l'Union des Comores. Une formation d'appui à la modernisation de l'État civil comorien. Cela rentre dans

le cadre du programme africain pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil.

LIRE SUITE PAGE 3

SESSION PARLEMENTAIRE D'OCTOBRE :

Moustadroine se dit préoccupé par le pouvoir d'achat des comoriens

LIRE PAGE 3

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Octobre 2022**

Lever du soleil:

05h 44mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : 04h 32mn

Dhouhr : 11h 58mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



INTERVIEW

MME SITI ABDILLAH MOEGNI, AMBASSADRICE DE LA GASTRONOMIE COMORIENNE HORS DE NOS FRONTIÈRES

Comment valoriser le label « cuisine comorienne » ?

Les Comores ont eu le privilège d'être l'invité d'honneur cette année 2022 dans le cadre des activités scientifiques, artistiques et culturelles de la faculté de médecine et de pharmacie de Laâyoune (Maroc), pour partager son savoir faire en cuisine locale. Le Consulat général des Comores à Laâyoune a saisi cette occasion pour inviter Mme Sitti Amina Abdillah Moegni, créatrice et formatrice en menus locaux pour représenter le pays. Elle répond aux questions de La Gazette des Comores / HZK-Presse.

Question : Quels sont les objectifs de ces événements organisés par la faculté de médecine et de pharmacie de Laâyoune en collaboration avec le Consulat général de l'Union des Comores à Laâyoune ?

Sitti Amina Abdillah Moegni (SAAM) : Les objectifs de ces événements sont multiples. Ce sont d'abord des événements qui se veulent scientifiques en présentant des innovations culinaires basées sur des produits locaux et permettant de manger sain, valorisant le label « cuisine comorienne » en tenant compte de la valeur nutritionnelle, hygiéno-diététique concourant à assoir un bon état de santé dans un contexte général de flambée des maladies cardiovasculaires ou caractérisées par des fortes carences

nutritionnelles.

Ensuite, ces événements ont permis de partager l'expérience des Comores en matière de cuisine à travers des ateliers de formation et de dégustation, en faveur des femmes saharais au centre marocain contre la violence à l'égard des femmes dans les provinces du Sud ainsi que les femmes de l'association Al Wahida et des enfants en situation difficile. Plus de 50 femmes et filles ont participé à ces ateliers dont le but était de faire connaître marocaines, les Comores à travers l'art culinaire. C'était aussi l'opportunité de faire des échanges entre les organisations des femmes des deux pays.

Question : Quelle a été la réaction des femmes marocaines à la découverte de la cuisine comorienne ?

SAAM : Les femmes marocaines ayant participé à ces événements ont exprimé leur satisfaction pour avoir découvert les Comores à travers sa gastronomie riche avec ses menus épicés, aromatisés et relevés à partir des ingrédients marocains pour certains. Les media, les télévisions marocaines ont assuré une large médicalisation de ces événements.

Question : Parlez-nous de vos expériences, notamment en gastronomie locale et en quoi vous vous distinguez des autres ?

SAAM : Tout d'abord je voudrais remercier l'Armée Nationale de Développement (armée comorienne), institution qui m'emploie cumulativement dans le service administratif et comme conseillère en hygiéno-diététique de l'hôpital militaire de Moroni et qui, avec son concours, m'a permis de participer à cet événement de haut niveau. Je voudrais également souligner que c'est par passion que je m'investis dans ce domaine depuis mon jeune âge. Quoique mon domaine principal d'expertise soit la Gestion des Ressources Humaines, certains considèrent que ma vocation est la promotion de la gastronomie comorienne avec mes travaux d'innovation, de décoration et de présentation, pour valoriser les menus avec les produits locaux dans une perspective de faire manger sain, quelques soit les moyens dont disposent les familles, particulièrement en milieu rural. Ainsi, j'excelle sur des innovations dans différents menus (entrées chaudes et froides, plats principaux, desserts, toutes catégories confondues en valorisant les produits locaux. J'ai formé plus de 80 femmes et filles comoriennes et j'ai organisé et/ou participé à de nombreux événements nationaux (journée Fruit à pain, journée Ikamé, etc.) et internationaux (6 mois à l'exposition universelle de Milan en 2015, récemment représentante des Comores en gastro-



mie à l'exposition universelle de Dubaï).

Question : Quelles sont vos perspectives et ambitions dans ce domaine ?

SAAM : Je travaille beaucoup avec le Service Administratif de l'hôpital militaire de Moroni, puis j'encadre des femmes et des filles dans de nombreuses associations villageoises, qui ont tous, l'ambition de promouvoir une alimentation saine pour les patients et les familles les plus vulnérables.

A la problématique cruciale de la malnutrition aux Comores, je souhaiterais également à travers mes formations en cuisine, motiver de nombreuses femmes et filles à s'é-

panouir à travers la gastronomie comorienne enrichie en matières nutritionnelles pour manger sain, créer plus de confiance et de bien-être au sein de leurs familles, voir pour la création d'emplois décents pour satisfaire la demande locale pour l'écotourisme en milieu communautaire et les services dans les familles et privés. Je rêve également de toucher la diaspora (femmes et filles comoriennes) en présentiel ou en ligne (webinaire) pour des sessions pratiques de formation visant la promotion de la gastronomie comorienne avec la valorisation des produits locaux.

Propos recueillis par
Mmagaza

INFRASTRUCTURES

Le bilan continue de s'alourdir à Hoani

On totalise actuellement cinq habitations emportées par la mer à Hoani, suite à l'effondrement de la digue de protection de cette localité dans la zone du petit port. Vendredi dernier le Directeur général de la sécurité civile s'est rendu sur place pour évaluer les dégâts, et appelle la population à être vigilante.

5 habitations sont déjà rayées de Ngnambo ya wa Maoré quartier du village de Hoani par la mer qui continue à gagner du terrain. Plus de 6 mètres sont transformés en plage alors que des maisons y étaient bâties. Cette situation est devenue très inquiétante et nécessite une urgence nationale. La population de cette localité se sent abandonnée. Lors de son passage à Mohéli le vendredi 7 octobre dernier, le directeur général de la sécurité civile le lieutenant colonel Takfîne Ahmed s'est rendu à Hoani en compagnie du directeur régional de l'aménagement du territoire Ben Omar Attoumane Tara, pour constater les dégâts et prévoir un plan de secours.

Le patron de la sécurité civile appelle la population qui vit dans

cette zone côtière à être vigilante. « La destruction de cette digue est l'un des effets du changement climatique. C'est tout à fait normal. Mais il y a aussi des actions anthropiques que l'homme exerce dans les plages surtout l'extraction du sable. Donc nous sommes avertis dès maintenant. Il faudrait que tous le monde soit très vigilant face à ce genre d'a-

léas. Nous devons changer des comportements pour la sauvegarde de nos biens » explique le patron de la sécurité civile.

Depuis l'effondrement de cette digue le mois dernier, des visites de terrain se succèdent mais jusqu'à alors aucune autorité n'a encore apporté une solution concrète, pour tranquilliser la population. Les habi-

tants de Hoani se trouvent dans l'obligation de procéder à des cotisations individuelles pour tenter de trouver une solution improvisée pouvant limiter l'avancée de la mer. Impossible de s'approprier les taxes des voyageurs de ce petit port, les autorités de l'île n'étant pas favorables. Jusqu'à ce vendredi 07 octobre, aucune structure nationale ni ONG

n'est allée rendre visite aux dizaines de familles sinistrées. Il est à noter que cette digue effondrée le 26 septembre dernier était construite, selon des témoins, sans aucun système de ferrailage, ce qui aurait facilité sa destruction.

Riwad

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

Projet d'Appui à l'Acquisition des Vaccins Contre la COVID-19 et au Renforcement du Système de Santé

P 175 840

NOTE DE PROLONGATION DE LA PUBLICATION DE L'AMI N°2022 /001/09/Projet Vaccins/AMI

La demande de cotation : **N° DCT-22/002/UGP, travaux de réhabilitation des sites d'installation et de mise en service des équipements de la chaîne de froid** publié le 4 octobre 2022 sur l'**AMIN°2022 /001/09/Projet Vaccins/AMI**, est **prolongé** de 7 jours.

La soumission des offres technique et financière se terminera au plus tard le 17 octobre 2022 à 13 H sous enveloppe cachetée, à l'adresse suivante : **Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la covid-19 et au renforcement du système de santé, sis avenue de la**

république du Sénégal à côté du Ministère de l'Éducation, Moroni- Union des Comores.

Les plis seront ouverts en présence des représentants des fournisseurs qui souhaitent assister à l'ouverture, le mardi 17 octobre 2022 à 13 heures 30 min.

Les Dossiers de candidature sont à envoyer sous plis fermés avec la mention suivante : **Monsieur le Coordonnateur National du Projet COMPASS/VACCIN**

« Demande de cotation N° DCT-22/002/UGP/Projet Vaccins /AMI »

Pour la demande de cotation de travaux de réhabilitation des sites d'installation et de mise en service des équipements de la chaîne de froid ».

Projet d'Appui à l'Acquisition des Vaccins contre la COVID-19 et au Renforcement du Système de Santé.

Nous reviendrons sur très prochainement.

Lancé, le 11 octobre 2022

SOCIÉTÉ

Vers la modernisation de l'état civil aux Comores

Pour la modernisation de l'état civil comorien, le gouvernement à travers le ministère de l'intérieur en partenariat avec l'UNICEF, avec l'appui financier de la France a organisé du lundi 10 au mercredi 12 octobre une formation d'appui à la modernisation de l'État civil comorien. Cette formation rentre dans le cadre d'un programme régional panafricain appelé APAI-CRVS, programme africain pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil. Cela permettra de commencer la réforme et la modernisation des états civils conformément aux recommandations des dif-

férentes conférences des ministres africains en charge de l'état civil. Ce projet est à la fois le support des fondamentaux juridiques et organisationnels d'un état civil moderne et le préalable d'un programme plus ambitieux visant, ultérieurement avec des moyens plus conséquents, à la refondation et à l'informatisation de l'état civil.

« Pour le moment, on est dans l'évaluation du projet d'appui à la modernisation de l'État civil aux Comores. Donc, ces équipes vont précéder à une évaluation sur le terrain. En fait, c'est d'avoir une photographie réelle de la situation du fonctionnement de l'état civil. Bien sûr, montrer aussi comment se font les

enregistrements des naissances, des décès, les mariages », avance Soundi Abdou Toybou, le coordinateur du projet, avant de poursuivre que « ça sera un travail normalisé, qui nous fournira des données. À partir de là, nous saurons comment, nous pouvons mettre en œuvre cette modernisation. D'où l'importance de cette formation ».

Selon Ismaël Saadi, administrateur au projet UNICEF, cela fait maintenant un an que le gouvernement a accepté de moderniser l'État civil. « L'absence d'enregistrement des naissances dans certains cas empêche d'établir et de protéger les droits sociaux, économiques, politiques et civiques des individus. Et

cela rend aussi les enfants plus vulnérables à toutes les formes d'exploitation et de violence. Sans pour autant oublier l'obstacle à l'élaboration de politiques publiques adaptées aux besoins des populations et limite le bon fonctionnement démocratique, au développement du cadastre, des listes électorales », montre-t-il.

Lors de cette première phase de formation, des équipes venant de trois îles, vont être formées. Après, elles iront sur le terrain pour voir comment fonctionnent les états civils. « Ces études nous permettront d'évaluer la situation pour pouvoir bien avancer, indique-t-il. Ça servira à améliorer la fréquentation des

services d'état civil par la population, avoir des données d'état civil de qualité et fiables pour l'enregistrement des naissances, des mariages, des décès sur le plan national mais également au niveau de la diaspora, avoir un mécanisme de jugement supplétif fiable pour servir de palliatif aux dysfonctionnements du système d'état civil et enfin, le pays pourrait commencer la réforme et la modernisation de son état civil conformément aux recommandations des différentes conférences des ministres africains en charge de l'état civil ».

Nassuf Ben Amad

SANTÉ PUBLIQUE

Le Plan de développement sanitaire 2022-2026 est validé

Pour procéder à la validation technique du Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2022-2026, le ministère de la santé en collaboration avec l'Oms a convié les parties prenantes à un atelier de trois jours. Ce plan est le mécanisme de mise en œuvre de la politique nationale de santé.

Le ministère de la santé en collaboration avec l'Oms a organisé un atelier de travail de trois jours qui a réuni tous les acteurs de la santé et d'autres secteurs au niveau national. Son objectif c'est la validation technique du plan national de développement sanitaire (PNDS) pour la période 2022-2026. Ce plan est le fruit d'un processus et d'un travail minutieux de plusieurs mois, par des experts nationaux et des consultants internationaux. Il est en outre le mécanisme de mise en œuvre de la politique nationale de santé, susceptible d'améliorer la santé de la population, selon les objectifs définis par l'Oms

et conduisant à une action qui débord largement le secteur sanitaire.

Le représentant de l'Oms à Moroni, Dr Diarra Abdoulaye s'est réjoui de savoir que des points importants ont été évoqués au cours du processus qui a conduit à l'élaboration de ce PNDS 2022-2026. Selon lui, ces discussions fructueuses portaient sur la relance du système d'information sanitaire, la redynamisation des soins de santé primaires et la qualité des soins, l'inclusion d'indicateurs multiples sur les maladies non transmissibles et sur les performances des formations sanitaires dans le rapport des performances, la faiblesse voire l'absence d'inspection des cabinets de soins privés, la santé et la sécurité en milieu de travail etc. « Des retours que j'ai reçus au cours des travaux antérieurs, l'amélioration de la coordination à tous les niveaux a aussi retenu l'attention des experts qui ont travaillé dans ce processus. Ces derniers recommandent la mise en



place de cadres de coordination de la santé au niveau des districts et au niveau des régions qui n'en disposent pas », évoque-t-il.

De son côté, la ministre de la santé Loub Yakouti Attoumane a mis l'accent sur la prise en compte du passé et du présent, qui selon

elle, permet d'anticiper l'avenir pour lequel l'on tente d'élaborer un canevas destiné à peser sur le cours des événements. « Le souci de planification indispensable à toute œuvre, à tout projet doit allier détermination, assiduité, volonté et flexibilité. Voilà pourquoi le gouvernement

comorien dans le cadre de la mise en œuvre du PNDS 2022-2026 doit toujours s'assurer que les enjeux du moment déclinés dans le plan Comores émergent à l'horizon 2030 à travers le plan intérimaire de développement et le plan de travail pluriannuel, sont effectivement pris en compte, d'où l'importance d'un tel atelier », insiste-t-elle.

Ces deux autorités ont insisté sur les résultats de travaux de validation, qui seront transmis et qui devront permettre de disposer des outils essentiels en vue d'améliorer de façon continue, les résultats sanitaires du pays dans sa marche vers l'atteinte de la couverture sanitaire universelle au profit de la population comorienne. Pour rappel, ce plan doit aussi prendre en compte les engagements mondiaux et régionaux tels que le 13ème programme général 2019-2025 de l'Oms avec ses états membres, dont les Comores.

Andjouza Abouheir

SESSION PARLEMENTAIRE D'OCTOBRE :

Moustadroine se dit préoccupé par le pouvoir d'achat des comoriens

Le président de l'Assemblée nationale Moustadroine Abdou a ouvert vendredi dernier la session parlementaire du mois d'octobre. Plusieurs sujets ont fait l'objet de son discours notamment la crise économique et le pouvoir d'achat qui reste toujours un sujet de préoccupation, malgré les efforts du gouvernement.

La deuxième session de l'année communément appelée « session budgétaire » a été ouverte vendredi 07 octobre dernier. A l'ordre du jour, l'examen du projet de loi des finances pour 2023 qui devrait être présenté par le gouvernement. Dans son traditionnel discours, le président de l'Assemblée Moustadroine Abdou est revenu longuement sur la conjoncture économique fortement impactée par la guerre en Ukraine et qui a anéanti les efforts engagés pour promouvoir le développement économique et social du pays. Selon lui, des efforts

ont été entrepris sous la diligence du chef de l'État, notamment la mise en place d'un fonds de garantie pour assurer l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité, la subvention du pain et du riz ordinaire entre autres.

« C'est grâce à l'infatigable volonté du chef de l'état que tous ces actes positifs ont pu être posés, les résultats commencent d'ailleurs à être ressentis puisque les pénuries diminuent de jour en jour. Après les produits pétroliers, le marché du riz

vient de retrouver ces derniers jours une situation normale », avance-t-il, avant d'ajouter que « tous les problèmes ne sont pas résolus d'une manière pérenne. Il y a encore la question du pouvoir d'achat qui reste encore préoccupante du fait de la pression de l'inflation. Les causes sont avant tout liées au marché international mais il faut rester optimiste car beaucoup d'indices montrent que le gouvernement s'emploie à juguler cette inflation en vue d'améliorer le pouvoir d'achat de la population », s'évertue à expliquer le chef du parlement.

Dans son discours, le locataire du palais du peuple s'est prononcé sur les déplacements des membres du parlement, ce qui semble ralentir l'activité législative. « Cette fois-ci, il va falloir privilégier l'agenda du travail législatif sans pour autant ignorer complètement nos engagements à l'extérieur », souhaite-t-il. Il a informé les députés de l'arrivée prochaine d'une autre mission du

mécanisme africain d'évaluation par ses pairs (MAEP). Cette mission a pour but de promouvoir la bonne gouvernance dans les pays membres de l'Union Africaine. M. Moustadroine a fait aussi un tour d'horizon de l'actualité nationale, notamment la rencontre de Beit Salam entre Mouigni Baraka et le président Azali Assoumani.

Quant aux nombreux voyages du président de l'Union, le chef du parlement les trouve justifiés. « Nos compatriotes doivent comprendre que les dépenses occasionnées par les missions effectuées à l'étranger par le chef de l'État et par les membres de son gouvernement constituent des investissements qui ont des retombées bénéfiques pour le pays en termes de financement de nos projets de construction de routes, de structures de santé, d'écoles, d'infrastructures énergétiques, de développement agricole... », conclut-il.

Andjouza Abouheir



BASKETBALL :

Djabal Basket, un triplé historique

Le club venu de la capitale de Bambao vient de signer une 22e victoire d'affilée toutes compétitions confondues. Après le championnat régional et la phase nationale, le club d'Ikoni vient de remporter la coupe de la ligue aux dépens de son adversaire préféré, BCM de Mitsoudje.

Cette victoire est de bon augure pour la formation Ikonienne surtout en vue de sa préparation pour la Basket-ball Africa League qui va se tenir à Antananarivo à la fin de ce mois d'octobre. Pour sa première participation à ce sommet du Basket continental, le champion des Comores se doit de se montrer sous ses beaux habits. Lors de cette finale au stade Fundi Carnet, le club d'Ikoni a donné une leçon de Basket à ses adversaires en gagnant le match avec (94-59) 35 points de différence

soit avec 13 paniers d'écart. Contrairement à la finale de la phase nationale où le match s'est joué sur le fil, ce samedi 8 octobre l'équipe de Mitsoudje a pris l'eau de partout face à la furia des verts d'Ikoni. La forme étincelante des champions s'est vérifiée tout au long de la compétition où ils se sont toujours baladés à chacune de leur sortie. En demi-finale, ils ont balayé Étoile du Sud de Fumbuni avec un score de 84 à 50.

Dans les autres ligues, les vainqueurs sont là aussi déjà connus. A Mohéli, les Amis triomphent d'Assim d'un cheveu par 75 à 72. Chez les dames toujours dans l'île de Djumbe Fatima, c'est Belle Lumière qui remporte la mise face à DCM 41-21. Enfin à Anjouan, la victoire du côté des hommes est revenue à Wushindzi face à Watukufu 58-48. Alors que chez les femmes, c'est les Ouaniennes de

Faigaffe qui ont remporté le trophée en écrasant Watukufu walezi par 60-36. Du côté de Ngazidja, BCM (dames) après avoir écarté Espoir de Moroni en demie-finale (38-17), il s'est incliné en finale face à l'autre club de la capitale Olympique de Moroni. A quelques jours donc du début des séries de qualification pour la phase finale du BAL, les protégés d'Ismaila Ahamada Msa sont au meilleur de leur forme et pleine confiances. Une confiance qui leur sera d'une grande utilité face aux autres qualifiés pour cette Africa League.

En dehors de Djabal Basket, c'est 5 clubs de l'Afrique de l'est qui prendront part à cette compétition. Le COSPN sera le régional de l'étape, le club de la police Malgache a été sacrée championne de Madagascar pour l'exercice 2022. Ensuite on retrouve des clubs comme le champion de Kenya,



Kenya Ports Authority, l'équipe Maurice de Roche-Bois Warriors, de Dekeddaha Sport Club un club venu de la Somalie qui essaie un timide retour dans la scène sportive africaine depuis le début de la guerre civile survenu au début des années 1990 après la chute du régi-

me de Mohamed Siad Barre. Le 6ème et dernier club qualifié n'est autre que le champion du Zimbabwe les Fixes Basket-ball Club.

AS Badraoui

SANTÉ MENTALE :

Les impacts psychiques des violences au cœur des échanges



Dans le cadre de la semaine de la santé mentale, l'association des psychologues aux Comores a tenu une conférence débat à l'hôpital El-Maarouf. Durant deux heures, l'accent a été mis sur « la protection des femmes, des enfants et des personnes en situation de handicap » pour mieux sensibiliser les participants sur les formes de violence qui peuvent impacter toute une vie.

L'association des psychologues aux Comores a tenu samedi 08 octobre dernier une conférence débat à l'hôpital de référence El-Maarouf. L'évènement s'est déroulé en présence du ministère de la santé, de la direction d'El-Maarouf, des psychologues ainsi que des agents de santé. Placé sous le thème « la protection des femmes, des enfants et des personnes en situation de handicap », la journée a eu tout son sens. Ce thème répond à l'actualité notamment la recrudescence des cas de violences faites aux plus vulnérables, mais c'était l'opportunité pour l'association de toucher le maximum de personnes surtout les femmes. D'ailleurs, le

service d'écoute a recensé en 2021, 246 cas de violences dont 85% concernent des femmes et 15% des hommes. Chez les femmes, 83% des cas sont d'ordre sexuel, économique et psychologique.

D'après la conférencière, Hanan Mohamed Hassan, les femmes et les enfants sont des êtres vulnérables. « Dans certaines situations, ce sont des personnes qui n'ont jamais un statut d'adulte. Des fois, ils sont sous la tutelle d'une autre personne. Donc l'idée est de mettre le spot line sur eux à l'occasion de cette journée », explique-t-elle, en invitant les gens à signaler des cas et à orienter les victimes chez les professionnels de santé.

En effet, ces personnes ont plus de risques d'être la cible d'une violence, d'en être témoin ou d'y être exposé de manière plus ou moins régulière. Ces violences peuvent être de plusieurs formes, physique, psychologique, exploitation financière, sexuelle et les négligences. Ces types de violences peuvent avoir des conséquences comme l'anxiété, la dépression, troubles de stress post-traumatique, trouble du sommeil et de l'alimentation,

le suicide chez les enfants. Il y a des conséquences lourdes qui peuvent perturber le développement cérébral, et même endommager d'autres parties du système nerveux, ainsi que les systèmes endocriniens, circulatoire, musculosquelettique, etc.

Durant cette séance, plusieurs interventions ont été faites notamment comment détecter ces formes de violences et comment orienter les victimes à consulter un psychologue. Il a été démontré qu'il existe un outil appelé « violentomètre » pour mesurer la violence. Cet instrument a été conçu pour sensibiliser les jeunes aux violences au sein du couple. Une jauge pour déterminer si la relation est saine ou non.

Interrogée par la presse, Hanan Mohamed Hassan a fait savoir que les maladies de santé mentale sont très stigmatisées aux Comores. Selon elle, il y a d'autres pathologies mentales qui ne vont pas forcément conduire à la folie. « L'objectif de cette association est de décoriquer ces idées reçues, de dire aux gens qu'il y a d'autres cas de santé mentale qui ne font pas forcément la personne folle mais qui donne la nécessité d'être aidé. Le rôle du psychologue est d'aider la personne à aller mieux », confie-t-elle.

De son côté, le président de l'association Assadilah Abdallah a expliqué que les maladies de santé mentale peuvent toucher n'importe qui. Ces pathologies sont des fois silencieuses et des fois ont des conséquences dans la vie d'une personne. « Les psychologues sont là pour diagnostiquer les problèmes dans la pensée, les sentiments et le com-

portement ainsi à aider les personnes à surmonter ces problèmes ou à les gérer efficacement. Notre association existe depuis longtemps et nous sommes là

pour accompagner les gens », souligne-t-il. Notons que cette association a été créée en 2008 et elle a organisé plusieurs activités dans le pays. D'ailleurs, elle est

intervenu après le crash du vol de Yemenia, pour accompagner les familles endeuillées.

Andjouza Abouheir

UNION DES COMORES
Unité-Solidarité-Développement

LA BANQUE N
MO-CA-TRIPROMUM

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL
POUR LA MISE EN PLACE 'UN RESEAU DE TELECOMMUNICATION
INTERBANCAIRE ET L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION
D'UN DATA CENTER MODULABLE

AAOI N°: 03/PADSF/2022/BCC/AO

Additif N°3
Date de l'avis : 06 Octobre 2022

- Date limite de dépôt des offres**
La date limite de dépôt des offres initialement prévue pour le mardi 11 Octobre 2022 à 10 heures (GMT +3) est reportée au Mardi 25 Octobre 2022 à 10 heures (GMT +3).
Les dates de validité des différents documents (offres, caution, ...) sont alignées sur la nouvelle date de dépôt des offres.
- Date d'ouverture des plis**
L'ouverture des plis aura lieu en séance publique, le Mardi 25 Octobre 2022 à 10 heures 30 min (GMT+3) à la salle de formation, 2^{ème} étage du nouveau bâtiment de la Banque Centrale des Comores - Projet d'appui au Développement du Secteur Financier, Place de France, BP 405 Moroni - Union des Comores, Tel : (00 269) 763 12 22 -773 10 02 poste 171, Email : Housna.UGP@banque-comores.km - Anififa.UGP@banque-comores.km en présence des soumissionnaires qui souhaiteraient y assister. Toute offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres sera retournée sans être ouverte, aux frais des soumissionnaires concernés.
- Date limite de demande de complément d'information**
Le soumissionnaire souhaitant des éclaircissements sur les documents devra contacter l'Acheteur, par écrit, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le Mardi 18 Octobre 2022.

Housna THABIE
Coordonnatrice Nationale